COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 27 juin 2014
(convocation du 17 juin 2014)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Sept Juin Deux Mil Quatorze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. JUPPE Alain, M. ANZIANI Alain, M. CAZABONNE Alain, M. DUPRAT Christophe, Mme BOST Christine, M. LABARDIN Michel, M. BOBET Patrick, M. DAVID Alain, M. RAYNAL Franck, M. MANGON Jacques, M. MAMERE Noël, M. PUJOL Patrick, Mme JACQUET Anne-Lise, Mme MELLIER Claude, M. DUCHENE Michel, Mme TERRAZA Brigitte, M. TOUZEAU Jean, Mme WALRYCK Anne, M. ALCALA Dominique, M. COLES Max, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. HERITIE Michel, M. PUYOBRAU Jean-Jacques, M. SUBRENAT Kevin, M. TURBY Alain, M. TURON Jean-Pierre, M. VERNEJOUL Michel, Mme ZAMBON Josiane, Mme AJON Emmanuelle, M. AOUIZERATE Erick, Mme BERNARD Maribel, Mme BLEIN Odile, M. BONNIN Jean-Jacques, Mme BOUDINEAU Isabelle, M. BOUTEYRE Jacques, Mme BOUTHEAU Marie-Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CALMELS Virginie, Mme CASSOU-SCHOTTE Sylvie, M. CAZABONNE Didier, Mme CHABBAT Chantal, M. CHAUSSET Gérard, Mme CHAZAL Solène, Mme COLLET Brigitte, M. COLOMBIER Jacques, Mme CUNY Emmanuelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DELATTRE Nathalie, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DELLU Arnaud, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUBOS Gérard, Mme FAORO Michèle, M. FELTESSE Vincent, M. FEUGAS Jean-Claude, M. FLORIAN Nicolas, Mme FORZY-RAFFARD Florence, M. FRAILE MARTIN Philippe, Mme FRONZES Magali, M. GARRIGUES Guillaume, M. GUICHARD Max, M. HICKEL Daniel, M. HURMIC Pierre, Mme IRIART Dominique, Mme JARDINE Martine, M. JUNCA Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, Mme LAPLACE Frédérique, M. LE ROUX Bernard, M. LOTHAIRE Pierre, Mme LOUNICI Zeineb, Mme MACERON-CAZENAVE Emilie, M. MARTIN Eric, M. MILLET Thierry, M. NJIKAM MOULIOM Pierre De Gaétan, M. PADIE Jacques, Mme PEYRE Christine, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, Mme POUSTYNNIKOFF Dominique, M. RAUTUREAU Benoit, Mme RECALDE Marie, M. ROBERT Fabien, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme ROUX-LABAT Karine, M. SILVESTRE Alain, Mme THIEBAULT Gladys, Mme TOURNEPICHE Anne-Marie, M. TOURNERIE Serge, Mme TOUTON Elizabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme VILLANOVE Marie-Hélène.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. CAZABONNE Alain à Mme CHABBAT Chantal à partir de 12h15
M. MANGON Jacques à Mme LAPLACE Frédérique à partir de 12h15
Mme VERSEPUY Agnès à M. LABARDIN Michel
Mme TERRAZA Brigitte à Mme BOST Christine à partir de 11h15
Mme FERREIRA Véronique à Mme TOURNEPICHE Anne-Marie
Mme KISS Andréa à Mme DE FRANÇOIS Béatrice
Mme BEAULIEU Léna à M. GUICHARD Max
Mme BOUDINEAU Isabelle à M. DUBOS Gérard à partir de 12h
M. BOURROUILH-PAREGE Guillaume à M. TOURNERIE Serge
M. CAZABONNE Didier à M. MILLET Thierry à partir de 12h15
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme CUNY Emmanuelle
M. DAVID Yohan à M. BRUGERE Nicolas

M. FETOUH Marik à M. ROBERT Fabien
Mme FORZY-RAFFARD Florence à Mme COLLET Brigitte à partir de 12h
Mme JARDINE Martine à M. DELLU Arnaud à partir de 11h30
Mme LACUEY Conchita à M. PUYOBRAU Jean-Jacques à partir de 10h
Mme LEMAIRE Anne-Marie à M. POIGNONEC Michel
Mme PEYRE Christine à Mme ROUX-LABAT Karine à partir de 12h15
M. RAUTUREAU Benoît à M. RAYNAL Franck jusqu'à 10h30
Mme RECALDE Marie à M. ANZIANI Alain à partir de 11h15
M. TRIJOLET Thierry à M. LE ROUX Bernard à partir de 11h30

M. DELAUX Stephan à M. DUCHENE Michel à partir de 10h20

EXCUSES :

M. REIFFERS Josy

LA SEANCE EST OUVERTE

**DRHDS - Filière Administrative - Instauration du régime indemnitaire de grade
des administrateurs généraux - Décision**

Monsieur DAVID présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La communauté urbaine de bordeaux accorde à ses agents un régime indemnitaire en complément du traitement de base.

Ce régime indemnitaire est fixé par délibération du conseil de communauté dans la limite de ce dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat conformément au décret n°91- 875 du 6 septembre 1991 modifié.

Le régime indemnitaire en vigueur à la CUB repose depuis la délibération n°2004-0115 du 20 février 2004 sur 3 objectifs :

- La parité entre les filières
- La hiérarchie entre les grades
- L'équité avec un principe de régime indemnitaire composé de 3 parts : une part forfaitaire liée au grade, une part complémentaire liée aux fonctions exercées et une part complémentaire liée à la performance

Depuis le 1^{er} septembre 2013 et suite à la parution du décret n°2013-738 du 12 août 2013, le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux a été modifié. Ainsi, le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux comporte à présent un 3ème grade à accès fonctionnel dénommé « administrateur général ».

Par une délibération n°2009-0922 en date du 18 décembre 2009, le Conseil communautaire a décidé de la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultat pour le cadre d'emplois des administrateurs avec effet au 1^{er} janvier 2010.

Compte tenu de la réforme et de la création d'un nouveau grade au sein du cadre d'emplois des administrateurs, il y a lieu de compléter la délibération n°2009-0922 du 18 décembre 2009 et de déterminer le régime indemnitaire applicable au grade d'administrateur général.

Dans ce contexte, il est proposé de fixer le montant mensuel du régime indemnitaire des administrateurs généraux à 2500 euros.

Grade territorial	Equivalence de grade à l'Etat	Plafond global mensuel retenu par les services de l'Etat	Total brut mensuel de la part fonction	Texte de référence
Administrateur	Administrateur civil	4 150 euros	1 536 euros	PFR décret n°2008-1533 du 22 décembre 2008 arrêté du 9 octobre 2009
Administrateur hors classe	Administrateur civil hors classe	4600 euros	2 050 euros	
Administrateur général	Administrateur général	4 600 euros	2 500 euros	

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, si tel est votre avis, d'adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret 2008-1533 du 22 décembre 2008 relatif à la prime de fonctions et de résultats ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2008 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultat ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2008 fixant la liste des primes et indemnités relevant des exceptions prévues à l'article 7 du décret 2008-1533 du 22 décembre 2008 relatif à la prime de fonctions et de résultats ;

VU l'arrêté du 9 octobre 2009 portant extension de la prime de fonctions et de résultats au corps des administrateurs civils et fixant les montants de référence de cette prime ;

VU la circulaire du 27 septembre 2010 relative à la prime de fonctions et de résultats dans la fonction publique territoriale ;

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE

La création d'un grade d'administrateur général au sein du cadre d'emplois des administrateurs implique de déterminer le niveau de régime indemnitaire applicable à ce grade.

DECIDE

Article 1 : le montant individuel du régime indemnitaire mensuel applicable au grade des administrateurs généraux est fixé à 2500 euros.

Article 2 : les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et aux budgets annexes. Le coût total prévu au budget 2014 est estimé à 30 000 euros en année pleine.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 27 juin 2014,

Pour expédition conforme,
par délégation,
Le Vice-Président,

M. ALAIN DAVID

<p>REÇU EN PRÉFECTURE LE 15 JUILLET 2014</p> <p>PUBLIÉ LE : 15 JUILLET 2014</p>
--